

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par **Georges VIDALENC (1885-1967)**

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière (C.E.O.)*
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)*

édité en 1969
par la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)*
avec le timbre de la *Fédération du Livre C.G.T.-F.O.*

Chapitre 6^{ème}:

L'ENTRE-DEUX GUERRES ET LE SYNDICALISME CONSTRUCTIF

La première guerre mondiale provoqua des bouleversements considérables et inattendus dans la vie des peuples, dans les conditions économiques comme dans les mentalités. Les vieilles conceptions politiques, morales et sociales furent profondément ébranlées, parfois même détruites et l'arrêt des hostilités en novembre 1918, contrairement à ce qu'avaient pu croire et espérer nombre d'esprits qui voyaient mal la complexité des problèmes, n'amena nullement le rétablissement de l'ordre et de l'état de choses anciens et pas davantage le retour aux anciennes modalités de pensée, aux anciennes traditions et disciplines.

Beaucoup d'institutions et de groupements avaient, pendant cinq ans, perdu toute activité et même toute signification, beaucoup d'hommes devaient ne pas revenir et beaucoup d'autres revenaient étrangement transformés. De nouvelles conditions de vie et de travail, un nouveau comportement social, de nouvelles méthodes de lutte allaient intervenir, de nouveaux problèmes allaient se poser, compliqués d'éléments jusqu'alors inconnus, de nouvelles solutions allaient devoir être envisagées. Un monde avait disparu, monde dont certains évoqueront plus tard, avec nostalgie mais non sans ignorance, le charme ni la facilité; un monde nouveau apparaissait, mal déterminé encore, mais certainement plus rude et plus âpre, instable, mouvant, déconcertant, qui offrait, semblait-il, des possibilités infinies, mais qui conservait néanmoins nombre des caractères de l'organisation économique et sociale d'autrefois, notamment le rôle prépondérant de certaines classes traditionnellement privilégiées et la suprématie du capital dans l'économie, suprématie que les variations fréquentes des monnaies allaient encore renforcer.

Quoi qu'il en soit, 1919 ne continuait pas purement et simplement 1914. Pour la France un million et demi de morts dans la partie la plus saine, la plus vigoureuse, la plus active, la plus riche de possibilités de la population, c'était une perte de substance et de valeurs dont nous subissons encore les conséquences quarante-cinq ans après, cela créait un vide immense, un hiatus entre les générations, cela entraînait des conditions nouvelles de vie et d'organisation syndicales, de nouveaux problèmes humains, à adapter à une activité économique transformée.

La mentalité ouvrière se trouve elle aussi bouleversée par un brassage de populations sans précédent, par le contact prolongé avec d'autres groupes sociaux, par les émotions, les angoisses, les privations de la

guerre elle-même, par l'apparition de nouveaux problèmes ou par l'aspect nouveau de problèmes anciens. Pendant près de cinq années les ouvriers mobilisés aux armées et ceux qui le furent dans les usines d'armement s'étaient trouvés séparés et sans grandes possibilités de liaison. Après l'armistice il faudra un certain temps avant que les organisations se reconstituent, que les hommes se retrouvent et se remettent à penser et à travailler en commun. Nous n'avons pas à retracer ici les incertitudes, les hésitations et les fluctuations de la mentalité ouvrière pendant la guerre et à son propos, ni les réactions de certains groupes ou de certains militants en présence du conflit. Cela a été fait excellemment dans un ouvrage d'Alfred Rosmer (426).

Par la force des choses, la classe ouvrière française avait pris conscience du fait «*nation*», réalité que les servitudes archaïques d'une armée assez peu démocratiques et l'intervention constante des troupes dans les grèves, lui avaient parfois dissimulée. En fait le vieil esprit internationaliste syndical: «*Les prolétaires n'ont pas de patrie*», n'avait guère subsisté en 1914 que dans quelques petits groupes qui prirent de l'importance à mesure que la prolongation des hostilités augmentait les ruines et les deuils. D'autre part la révolution russe, avec le grand espoir et l'immense enthousiasme qu'elle souleva dans les masses populaires, allait poser, sous de nouvelles formes et avec de nouveaux arguments, le problème de la révolution et de la prise du pouvoir et par contre coup, tout cela allait bousculer les positions traditionnelles du prolétariat sur nombre d'autres questions: la lutte contre le capitalisme et son nouveau visage, l'abolition du salariat et la dictature du prolétariat, le régime du travail dans des sociétés où le machinisme et l'organisation scientifique vont régner en maîtres, l'internationalisme lui-même. Mais elle allait surtout faire rebondir le vieux débat au sujet des relations à établir entre l'action politique et l'action syndicale.

On devait vite s'apercevoir que des conditions nouvelles d'organisation étaient intervenues dans la vie économique et qu'elles amenaient dans la vie des entreprises des transformations dont il faudrait tenir compte. A la faveur de la guerre et des productions intenses qu'elle avait exigées, notamment dans le domaine des industries sidérurgiques et métallurgiques, nombre d'entreprises avaient pris une ampleur jusqu'alors inconnue, elles avaient eu recours à de nouvelles méthodes d'organisation, développé puissamment leur outillage et leur équipement; fait appel à des effectifs de plus en plus nombreux, notamment en utilisant la main d'œuvre féminine et les travailleurs étrangers qui remplaçaient les mobilisés aux armées. Cet afflux massif des femmes dans la vie industrielle allait modifier par la suite, assez sensiblement la composition des milieux syndicaux et leur mentalité, en effet beaucoup de ces ouvrières de guerre ne voulurent ou ne purent pas quitter les ateliers et les usines où elles avaient fait la preuve de leur aptitude au travail industriel et obtenu des salaires qui leur paraissaient avantageux par rapport à ceux des métiers féminins. Elles souhaitaient les conserver d'autant plus qu'en raison de l'augmentation constante et rapide des prix, ces salaires étaient désormais nécessaires à l'équilibre du budget familial. Est-il besoin d'ajouter qu'avec ce nouveau rythme d'existence, le comportement et la mentalité se trouvèrent aussi notablement modifiés dans la famille ouvrière?

C'est un peuple transformé qui se remettait au travail, à un travail autrement organisé, c'est un monde ouvrier différent qui allait reprendre la lutte contre des adversaires également transformés.

«La guerre de 1914-18 devait avoir une influence caractéristique sur l'évolution du syndicalisme. Le prolétariat apprit à mesurer l'ampleur de son rôle dans l'industrie. Les difficultés de la vie le contraignirent à accentuer ses revendications, et surtout les femmes, en remplaçant les hommes dans les usines, à la terre, dans les administrations, furent arrachées à leurs travaux ménagers et au sentiment d'infériorité sociale, dont beaucoup s'étaient accommodées.

C'est par millions qu'elles entrèrent dans les fabriques et dans les bureaux. Elles apportèrent aux groupements professionnels des éléments nouveaux et qui ne seraient pas les moins actifs. Au contraire leurs revendications se feraient d'autant plus pressantes que leurs salaires restaient, dans toutes les professions, au dessous de ceux des hommes. Elles participèrent aux grèves qui éclatèrent alors, grèves pour la majoration des salaires dans la région parisienne surtout. Ainsi se forma pour le syndicalisme, un nouveau milieu de recrutement qui augmenterait très vite les effectifs, et les résultats devinrent très apparents dans les années qui suivirent la guerre et ne laissèrent pas d'inquiéter la bourgeoisie européenne.

L'accession des femmes au syndicalisme était un phénomène d'autant plus important que, jusque là, elles s'étaient tenues à l'écart des partis ouvriers comme des groupements professionnels, éduquées par leur coopération dans les administrations et les usines, elles y réclamaient leur place, mais elles formulaient parfois des exigences plus retentissantes que celles des hommes. Elles cessaient de constituer un milieu passif, indifférent où le patronat pouvait puiser sans s'exposer à une résistance» (427).

(426) A. Rosmer, «*Le mouvement ouvrier pendant la guerre*», t.1: «*De l'Union sacrée à Zimmerwald*». Paris, 1936. Le tome 2 a été publié en 1959.

(427) Paul Louis, «*La puissance ouvrière*», Paris, 1946, p.139.

C'est aussi à la faveur des fabrications de guerre et de leurs exigences impératives, comme des facilités financières qu'elles permettaient, que s'est répandue et généralisée en France, cette organisation scientifique, cette rationalisation systématique du travail, déjà bien connue aux États-Unis et à laquelle est associée le nom de l'ingénieur Frédéric Winslow Taylor, dont nous n'avions connu, avant 1914, que quelques exemples, notamment en matière de chronométrage et d'étude des temps, tentatives d'ailleurs souvent maladroites et mal accueillies dans les milieux ouvriers.

Pendant la guerre, pour obtenir un rendement plus considérable et des résultats plus rapides, et aussi pour utiliser au maximum un personnel nouveau, souvent sans qualification professionnelle, les entreprises avaient instauré ou développé, pour leurs fabrications en grande série, une division très poussée du travail, les opérations à la chaîne, le chronométrage, mais sans toujours bien voir les répercussions que ces méthodes et ce rythme pouvaient avoir sur l'état physique et moral de leur personnel, sur «*le matériel humain*», comme on commençait à dire. Ceux mêmes qui pouvaient les apercevoir ne s'en souciaient pas outre mesure, car les ouvriers mobilisés, affectés spéciaux ou en sursis d'appel, étaient évidemment contraints à la docilité et la menace d'envoi aux armées pour indiscipline, incitait à la prudence. «*Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre*», déclarait le 13 janvier 1915 Alexandre Millerand, alors Ministre de la Guerre. Cette affirmation superbement héroïque, qui réclamait l'abnégation pour les autres, avait au moins le mérite d'être claire et la délégation de la *Fédération des Métaux* à qui elle fut faite, ne s'y méprit pas. Les exigences de la défense nationale et les besoins de l'armée n'étaient certes pas contestables, mais si l'on écartait avec cette belle désinvolture les garanties des travailleurs, on se gardait bien de toucher, même d'une main légère, aux privilèges et bénéfices des employeurs, et les marchands de canons, fournisseurs de matériel de guerre, munitionnaires en tous genres et mercantis de tout acabit dans les textiles ou l'alimentation devaient réaliser de confortables et scandaleuses fortunes, auxquelles le fisc ne s'intéressait qu'avec une extrême prudence et une réserve de bon aloi. Évidemment Millerand ne songeait pas à proclamer: «*Plus de trusts, plus de spéculateurs, plus de marchés frauduleux, plus de superbénéfices*».

Mais ces nouvelles méthodes d'organisation et leurs conséquences devaient provoquer par la suite de multiples réactions. Il est évident que cette évolution qui, à l'origine, ne se préoccupait que de rendement professionnel, faisait trop bon marché du bien-être et de la santé du travailleur lui-même. Si les ingénieurs et techniciens applaudissaient en général à ces méthodes nouvelles pleines d'ingéniosité et aux cadences accélérées qui augmentaient la productivité, elles provoquaient maintes réserves justifiées et quelques inquiétudes chez les économistes, les psychologues, les médecins du travail, les sociologues, et plus encore chez les exécutants, réduits au rôle de serviteurs de la machine et soumis à un rythme de travail qui entraînait une tension nerveuse jusqu'alors inconnue dans leurs métiers.

Dès 1916 M. J.M. Lahy, étudiant la méthode Taylor, signalait les erreurs, les exagérations et les dangers d'un système où l'on prétend ne se préoccuper que de l'accroissement de la production:

«L'ouvrier, bien que donnant à l'usine la majeure partie de son temps et de ses forces, ne cesse pas d'être un homme, dont l'action tend à des buts divers. L'assimiler à une machine, sous prétexte qu'il assume une besogne où la part intellectuelle est réduite, sert à accroître encore son infériorité. C'est à ce préjugé, d'autant plus révoltant que dans l'état social actuel, le choix des professions ne résulte pas d'une sélection psychologique préalable, mais se trouve livré au hasard des circonstances, que sont dus et le mépris avec lequel Taylor considère les manœuvres de ses usines et l'hostilité qui, en France, a accueilli le système...

N'est-ce pas commettre enfin une grave erreur du point de vue professionnel, que de méconnaître l'usage de plus en plus répandu de la machine qui, se substituant à l'homme, lui impose un travail de surveillance, d'attention, d'adaptation rapide et sûre, pour lesquelles des qualités mentales sont indispensables» (428).

Instinctivement les ouvriers avaient senti tout cela. Ils résistaient de toutes leurs forces à la rationalisation trop poussée, à l'accélération des cadences, au chronométrage, non par simple routine, paresse d'esprit, ignorance et attachement irraisonné aux vieux usages, comme on les en a souvent accusés, mais parce qu'ils craignaient le chômage technologique contre lequel rien ne les prémunissait, parce qu'ils défendaient leur force de travail et leur santé que les nouvelles cadences pouvaient épuiser en peu de temps, parce qu'on ne leur concédait aucune part des profits supplémentaires réalisés par l'entreprise grâce à ces modernisations, et surtout parce que l'incompréhension de certains novateurs les réduisait à n'être plus que des rouages dans la fabrication, leur enlevait toute personnalité, et ridiculisait ou rendait inutile, cette qualification professionnelle, cette habileté technique qui était leur fierté. Ils avaient résisté, même pendant la guerre, alors que toute action syndicale et toute protestation personnelle étaient rendues difficiles par la toute puissance des autorités militaires, mais ils réagirent bien davantage après l'armistice et c'est une des causes du malaise profond qui régna alors pendant de longs mois dans la plupart des secteurs industriels. Qu'on ne

s'y méprenne pas pourtant! Il ne s'agit pas, pour les travailleurs, de condamner à priori un nouvel outillage ou de nouvelles méthodes de production et le temps n'est plus aux bris de machines, mais il s'agit d'obtenir des employeurs les transitions et aménagements indispensables et aussi les compensations légitimes afin que les salariés ne fassent pas seuls les frais de cette transformation. Il leur paraissait raisonnable que les servitudes et inconvénients inséparables du travail à la chaîne fussent compensés par des améliorations économiques et sociales dans la condition ouvrière.

Plus tard le sociologue Georges Friedmann, dans ses études sur le travail humain, mettra en lumière les différents aspects de cette transformation qui commençait à s'opérer vers 1920:

«Le travail à la chaîne ne mérite ni excès d'honneur, ni indignité, ni l'apologie naïve ou grossière de certains "technicistes", ni la pathétique malédiction de certains romanciers. C'est une étape fondamentale de l'histoire contemporaine de l'industrie, où nous nous trouvons encore et dont le dépassement se laisse à peine entrevoir. Il est difficile, mais il n'est pas impossible, dès maintenant, de l'immuniser» (429).

Mais Friedmann a écrit cela en 1951. En 1920 on s'intéressait encore fort peu aux problèmes de psycho-technique, comme à ceux des rapports humains dans l'entreprise, en fait le climat de la vie industrielle dans notre pays se prêtait assez mal aux relations pacifiques ou cordiales entre employeurs et ouvriers, même à une simple possibilité de compréhension. Le patronat dont l'autorité s'était trouvée renforcée par les modalités de l'état de guerre et qui n'était que trop enclin à considérer les bénéfices substantiels réalisés comme dus à sa seule activité et à son seul mérite, se résignait mal à accepter, même à simplement discuter, les conditions de travail plus libérales et les rétributions moins chiches qu'exigeaient les ouvriers.

N'oublions pas non plus que l'exemple de la Russie des Soviets, cette organisation socialiste qui s'ébauçait à l'est de l'Europe, provoqua dans les milieux populaires, en même temps qu'un grand enthousiasme et un vif courant de sympathie, une espérance d'autant plus ardente qu'elle était moins précise et qu'on pouvait parer ce nouveau régime de toutes les séductions. Avec le retour de la paix, beaucoup de travailleurs rêvaient d'un monde meilleur et plus équitable, dans lequel les inégalités seraient fortement atténuées et où les masses laborieuses occuperaient la place qui leur était due et aussi d'une organisation harmonieuse des nations qui permettrait d'éviter les conflits armés. On leur avait tant parlé de *«la dernière des guerres»* qu'ils y avaient cru, ils avaient accueilli le président Wilson comme le messager de la bonne nouvelle, ils croyaient que la *Société des Nations* pourrait assurer définitivement la paix et que les relations entre les peuples deviendraient fraternelles. Les masses, qui avaient le plus souffert, qui avaient combattu au front dans les conditions les plus périlleuses et les plus pénibles ou peiné durement dans les usines ou dans les champs, se retrouvaient à l'armistice pleines à la fois de rancunes et d'espérances. Elles escomptaient, trop candidement sans doute, le châtement des profiteurs et l'établissement d'un régime social plus équitable. Une sorte de messianisme se répandait, notamment dans les grands centres, l'exemple russe semblait indiquer la route, la révolution paraissait possible, elle semblait proche, tout allait changer et les travailleurs, échappant aux dures contraintes qu'ils avaient subies, se libérant des forces qui les avaient opprimés, allaient enfin prendre leur revanche. Certains croyaient imminente l'établissement de la dictature du prolétariat dans tous les pays européens et la plupart attendaient au moins de grandes choses: des réformes de structure de belle ampleur, une véritable politique sociale et non plus, comme on l'avait vu jusqu'alors, quelques réformes de détail concédées comme à regret et souvent remises en question.

Tout cela demeurait singulièrement confus dans la plupart des esprits et s'accompagnait d'ailleurs assez souvent de convoitises personnelles assez égoïstes. Pour un trop grand nombre, l'idée de la révolution c'était un simple changement dans les équipes dirigeantes, la possibilité de jouissances plus nombreuses, des places, des prébendes, des honneurs, des influences dont on comptait bien tirer parti. C'est pourquoi les militants les plus sincères, les plus éprouvés et les plus éclairés, firent entendre de salutaires avertissements, pour rappeler que si la classe ouvrière avait des droits incontestables elle avait aussi des devoirs impérieux, que si elle réclamait, avec raison, des responsabilités, elle devait être en mesure de les assumer avec compétence et en vue du bien commun. Sinon il ne pouvait y avoir que désordre et impuissance, chaos et destructions, et de nouvelles injustices se substituant aux anciennes. Au premier plan de ces syndicalistes clairvoyants et courageux, nous voulons placer Alphonse Merrheim, alors secrétaire général de la *Fédération des Métaux*. Il était de ces militants autodidactes et désintéressés que le syndicalisme suscitait alors par centaines, mais il se classait parmi les meilleurs en raison de sa puissante personnalité, de son intelligence, de son savoir, de son énergie et de la noblesse de son caractère. Il n'était point de ceux qui recherchent dans la démagogie une facile et équivoque popularité, qui se grisent de mots et de formules et qui se plaisent à séduire les foules en flattant leurs pires instincts. Au contraire, il préconisait un comporte-

(429) G. Friedmann, *«Où va le travail humain?»*, Paris, 1951, p.245.

ment et une morale d'hommes libres mais dignes, il invitait les travailleurs à redoubler d'efforts, à mieux s'organiser, à se cultiver davantage, à étudier notamment les problèmes actuels de la vie économique et du fonctionnement des entreprises et il rappelait durement à la raison et à la décence les beaux parleurs d'estaminets et de réunions publiques, pour qui tout semble toujours facile parce qu'ils ne comprennent rien, ni aux situations qu'ils croient connaître, ni aux problèmes qu'ils prétendent résoudre, ni aux solutions qu'ils préconisent et dont ils laissent d'ailleurs aux autres le soin d'assurer la réalisation. Comme Fernand Pelloutier, dont il pouvait légitimement se réclamer, Merrheim eut volontiers proclamé que les véritables syndicalistes doivent être *«les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même»* (430).

Voici comment, dans une conférence à Corbeil en 1919, il mettait en garde ses camarades qui se laissaient trop facilement séduire par des formules sans consistance:

«Certains répètent le mot de Révolution sur tous les tons, à tout propos et même hors de propos. La plupart d'entre eux voient dans une Révolution, non pas l'idéal qui nous tient à cœur: la disparition du salariat et la transformation de l'ordre social au bénéfice de la collectivité, de l'ensemble de la classe ouvrière d'un pays, de l'Internationale ouvrière; ce qu'ils voient dans la Révolution c'est la satisfaction des égoïsmes individuels et de leur égoïsme particulier, qui disent: "Je veux la Révolution, moi, pour prendre la place du bourgeois, je veux la Révolution pour pouvoir enfin m'asseoir dans un fauteuil, me mettre dans des appartements meilleurs que ceux que j'ai connus", qui rabaissent la Révolution à la satisfaction de bas appétits individuels, sacrifiant les intérêts de la collectivité à leur intérêt personnel. Je ne suis pas de ces révolutionnaires là. Je n'en suis pas et n'en serai jamais.

Vous voyez que je pose nettement la question. Pour moi, la Révolution signifie transformation sociale et telle que je l'entrevois, elle a un tout autre caractère; à cette conception "politique" de la Révolution, j'oppose la conception de la Révolution "économique" et qu'elle ne doit pas satisfaire les appétits individuels des uns et des autres. Elle doit bénéficier à la collectivité tout entière, apporter à la classe ouvrière une amélioration, une liberté plus grande, un bien-être qu'elle n'a jamais pu connaître jusqu'à présent et qu'elle ne peut connaître sans développer, intensifier la production» (431).

Sages paroles et qui demeurent, après quarante-cinq ans, d'une brûlante actualité, mais qui n'étaient accueillies sans surprise, ni même sans murmures et protestations et qui n'eurent pas le retentissement qu'on leur pouvait souhaiter. En cette époque d'euphorie économique s'était développée une philosophie de laisser aller et d'insouciance qui gagnait toutes les catégories sociales. La paix était rétablie, on pouvait recommencer à vivre et l'on avait grand besoin de se détendre, les affaires marchaient bien, le travail ne manquait pas, l'abondance semblait revenue et on avait tendance à remettre à plus tard les soucis, les problèmes délicats et toutes les affaires sérieuses. Trop de prolétaires se berçaient d'illusions qui pouvaient devenir dangereuses et se préparaient de douloureux réveils en croyant que la condition ouvrière s'améliorerait désormais automatiquement, sans effort de leur part, qu'ils obtiendraient des salaires sans cesse accrus en travaillant toujours moins, parce que le patronat et la bourgeoisie, dont on leur soulignait à plaisir les déficiences et la déchéance et dont on leur prédisait la fin proche et inévitable, n'oseraient plus leur résister. Il y avait deux millions de syndiqués, chiffre prodigieux! La Journée de huit heures venait d'être légalisée, succès prestigieux! qui faisait oublier les trente années de luttes nécessaires pour l'obtenir. C'était croire trop facilement que le fruit était mûr, qu'il n'y avait plus qu'à tendre la main pour le cueillir, c'était faire trop bon marché des résistances qui allaient se produire, des difficultés économiques qui ne tarderaient pas à surgir. Mais par paresse d'esprit on préférait généralement avoir une vision optimiste des choses. C'était d'ailleurs le moment où, dans toutes les classes de la société, s'épanouissaient avec cynisme: *«le système D», «le débrouillage», «la resquille»,* solutions démoralisantes au premier chef, mais qui séduisaient un trop grand nombre de prolétaires comme de bourgeois.

C'était une rude tâche qu'entreprendre de détruire ces perspectives enchanteresses, de rappeler aux syndiqués qu'ils avaient encore beaucoup à apprendre et beaucoup à travailler, que le capitalisme n'était nullement à bout de forces, ni la bourgeoisie défailante, ni le patronat résigné à capituler sans résistance et que par ailleurs la carte syndicale ne dispensait nullement de tout autre effort. Mais Merrheim ne répugnait pas aux besognes difficiles et se souciait peu de plaire à ses auditoires.

Dans la préface de sa conférence de Corbeil publiée par *l'Information Économique et Sociale*, il mettait en garde ses camarades contre la griserie des mots et l'attraction des formules faciles, qui endorment les es-

(430) Voir sur Merrheim la brochure que lui a consacrée Édouard Dolléans, Paris, 1936.

(431) Conférence à l'*Union locale* de Corbeil, 19 janvier 1919. On remarquera que ces propos s'apparentent étroitement à l'attitude d'Albert Thierry prêchant *«Le refus de parvenir»* dans ses *«Réflexions sur l'Éducation»*, Paris, 1912.

prits et les énergies et conviennent bien mal aux problèmes complexes de la vie économique du 20^{ème} siècle.

«Actuellement les foules vibrent intensément dès qu'on leur parle de relèvement des salaires et de ne pas augmenter leur production. Il est aisé de se faire applaudir frénétiquement en affirmant aux individus dans les réunions, que l'on regorge de produits et qu'ils peuvent sans limites consommer, développer leur bien-être et imposer des salaires proportionnés à leurs désirs personnels de consommation et de vie, sans augmenter la production.

... Non, qu'on ne s'y trompe pas, la réaction s'opérera et l'enthousiasme de cette même foule se calmera. Elle retombera à plat, désorientée et impuissante, à la merci d'une dictature quelconque, d'un César ou d'une réaction qui feront reculer la civilisation.

C'est pourquoi les militants véritables doivent avoir le courage de ne pas actuellement se laisser détourner de leurs principes d'organisation, ni entraîner, ni dominer par cette cohue. Ils doivent, insensibles aux huées et aux calomnies, dire aux foules que ceux qui leur affirment qu'on peut consommer beaucoup et peu produire, trompent les masses ouvrières et leur préparent des lendemains de privations et de souffrances indicibles».

Et il ajoutait cette mise en garde clairvoyante, à l'intention des militants: *«Le courage c'est de clamer hautement qu'une révolution purement politique qui hante le cerveau des masses, ne saurait résoudre le problème social dont la guerre a précipité et imposé la solution».*

Vision prophétique des problèmes de la productivité qui allaient bientôt se poser impérieusement, comme des crises politiques et économiques qui allaient survenir avec une extraordinaire ampleur dans nombre de pays, de la montée triomphante des régimes dictatoriaux dans une grande partie de l'Europe, des remous et des désillusions, des conflits qui allaient marquer le mouvement syndical français. Malheureusement la clairvoyance de Merrheim ne fut pas alors partagée par le plus grand nombre et l'action ouvrière de cette époque fut souvent contrariée ou annihilée par la médiocrité des moyens ou de certains responsables, qui contrastait étrangement avec l'ampleur des programmes et des rêves, ou dévoyée et stérilisée par une propagande politique, qui, invoquant l'expérience de la révolution bolchévique mal connue et mal comprise, affirmait que la conquête violente du pouvoir était la seule solution à rechercher et que tout le reste n'était qu'attentisme puéril, conformisme petit bourgeois ou trahison des intérêts prolétariens. Au nom du marxisme et du matérialisme dialectique, des propagandistes, mieux pourvus de faconde que d'intelligence et plus riches de slogans que d'informations, mais soigneusement endoctrinés, arrivaient à d'étonnantes conclusions et légitimaient les pires aberrations. Trop ignorants des longues luttes et des traditions syndicales nombre de salariés se laissaient griser par on ne sait quel messianisme.

Quelques améliorations avaient pourtant été consenties par les gouvernants. La loi de huit heures, votée en 1919, faisait enfin une réalité de la vieille revendication prolétarienne des *Trois-Huit*, formulée dès 1886. Il avait fallu plus de trente années pour l'imposer, et sans les bouleversements de la guerre et la nécessité de calmer certaines inquiétudes populaires, peut-être aurait-elle été encore différée par des crises ministérielles ou les tergiversations du Sénat. Elle fut accueillie avec joie dans le monde du travail. Elle allait permettre une meilleure et plus complète récupération des forces, un plus long loisir, elle mettait aux mains des salariés des possibilités nouvelles d'organisation et de formation. Que tous n'aient pas su en profiter au mieux, cela est incontestable, les travailleurs de la base ne sont pas des sous-hommes comme on les considérait autrefois, ni des surhommes comme certains de leurs dirigeants tentaient de le leur faire croire; ils ont, comme tous les hommes, leur part d'imperfections, de défauts, de faiblesse, même de tares, et ils ne surent pas toujours mettre à profit les possibilités qui s'offraient à eux. Toutefois, le vote de la loi attestait la puissance et la maturité du mouvement syndical, la place qu'il prenait désormais dans la nation et qu'il fallait bien lui reconnaître, elle facilitait son effort pour s'intégrer dans la vie de la collectivité, pour améliorer la force de l'efficacité de ses institutions propres comme la qualité de ses militants, pour apporter des solutions aux problèmes de l'heure, pour dépasser le stade simplement revendicatif et devenir un mouvement constructif.

Autre signe des temps. Une loi du 12 mars 1920 vint compléter la loi de 1884, elle élargissait le domaine de l'activité des syndicats en ce qui concerne leur collaboration à des œuvres de prévoyance et de solidarité, elle augmentait leur capacité civile, autorisait certains actes de commerce avec les syndiqués et donnait maintes possibilités aux Unions. Dans la pensée du législateur, cela était destiné à pacifier les syndicats en les orientant vers des activités capitalistes, mais l'effet en fut pratiquement nul, les militants n'ayant guère le goût des opérations commerciales et s'intéressant peu aux aspects juridiques de leur organisation.

Malgré la crise que subissait alors le mouvement, conséquence de l'emprise croissante de la politique

sur les syndicats, la direction confédérale s'affirmait soucieuse des problèmes d'avenir et de la réorganisation de la production dans un monde en proie au chaos et à la recherche de l'intérêt personnel, en face de ruines innombrables. Elle avait demandé au gouvernement responsable la création d'un *Conseil National Économique*, assemblée indispensable dans un monde où l'économique joue un si grand rôle, et sur son refus elle avait créé elle-même un *Conseil Économique du Travail*, destiné à étudier tous les problèmes de la vie économique, abandonnés jusqu'alors aux seules initiatives des chefs d'entreprises et des financiers, car le vieux dogme du libéralisme économique était loin d'être abandonné par les dirigeants de l'industrie et du commerce ou par ceux des partis politiques qui les représentaient au Parlement. Et en leur faveur, les pouvoirs publics renonçaient volontiers aux contraintes qu'ils avaient exercées pendant la guerre.

Ces dirigeants étaient en fait les véritables maîtres du pays, par l'énorme puissance financière qu'ils détenaient ou contrôlaient, par l'action discrète mais insistante, et en fait déterminante, dont ils usaient à l'égard des gouvernements insuffisamment dociles ou trop préoccupés des besoins des masses. Au reste, ces partisans déterminés du «*laissez faire*» ne dédaignaient pas de se tourner vers l'État tant vilipendé, pour lui demander concessions coloniales ou subventions, tarifs douaniers protecteurs ou restrictions d'importation, voire même le renflouement d'entreprises importantes en perte ou en difficultés. On évoquait alors l'intérêt social évident qu'il y avait à ne pas livrer au chômage et au désordre possible, des milliers d'ouvriers et d'employés et leurs familles, mais cela dissimulait mal l'intérêt plus direct et plus immédiat des actionnaires et des conseils d'administration, toujours empressés à socialiser leurs pertes, mais beaucoup moins désireux de socialiser leurs bénéfices dans les années de prospérité.

C'est pour contrôler et limiter quelque peu l'emprise de ces puissants, qu'on appellera un peu plus tard et symboliquement «*les deux cents familles*», pour les empêcher d'appliquer en toute liberté la loi de la jungle dans les relations économiques, que la C.G.T. avait préconisé la création de ce conseil à compétence spéciale, qui serait particulièrement averti des problèmes économiques et sociaux, des conditions et besoins du monde du travail et qui serait soucieux de défendre l'intérêt général du pays, sans préoccupation de partis et de clientèles électorales.

Ce *Conseil Économique du Travail* devait grouper, avec la C.G.T. elle-même, les Coopératives, la *Fédération des Fonctionnaires* (qui n'appartenait pas encore statutairement à la C.G.T.) et l'U.S.T.I.C.A., c'est-à-dire l'*Union syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture*, premier appel à ces cadres techniques des entreprises dont la collaboration s'avérait indispensable pour l'établissement et le développement d'une économie saine et progressive, et qui jusqu'alors s'étaient tenus à l'écart d'un mouvement syndical qu'ils connaissaient peu et comprenaient mal. Réaction significative contre l'ouvriérisme de jadis, lequel ne tenait pour véritable travail que celui des ouvriers manuels, et réaction également significative contre un syndicalisme purement revendicatif et systématiquement hostile à toute action constructive, réaction enfin contre l'isolationnisme égoïste des techniciens.

Comme le signale alors Gaëtan Pirou: «*Le recours aux techniciens implique que l'on reconnaît l'impossibilité d'organiser la production d'une manière viable, sans prendre l'avis des directeurs et employés techniques*». Parlant d'eux, Jouhaux déclarait: «*Leur place est avec nous, non pas une place diminuée, ni secondaire, ni accessoire... Mais avec un rang pareil à celui des autres éléments et avec l'importance qui revient au rôle social qu'ils ont à jouer avec nous*» (432).

Sans le dissimuler, ce nouveau Conseil entendait substituer une économie dirigée au vieux libéralisme générateur de tant de désordres et de misères, et il entendait associer masses salariées et cadres techniques au grand effort de reconstruction et de remise en ordre dont le pays avait besoin.

Le *Comité directeur* comprenait trois délégués de chaque organisation participante, le secrétaire étant obligatoirement un délégué de la C.G.T. qui était la plus puissante et avait été l'initiatrice. Le travail pratique devait se faire dans neuf sections d'études, dont nous donnons ici les noms, car leur choix montre bien que rien d'essentiel ne devait être oublié. En tout cas, il révèle une maturité d'esprit incontestable, et aurait pu fournir les grandes lignes d'un travail intelligent et utile:

- Outillage national (Transports, Postes, Forces motrices).
- Organisation économique, contrôle et gestion de l'Économie nationale.
- Production industrielle et matières premières.
- Production agricole et organisation agricole.
- Finances et Crédit.
- Cadres de la vie sociale (Hygiène, Urbanisme, Loisirs, Éducation, Association).
- Enseignement général et technique.

(432) G. Pirou, «Les doctrines économiques en France depuis 1870», Paris, 1925, p.86.

- Commerce et répartition des richesses.
- Régions dévastées.

Il y avait là des cadres et un programme de travail d'une belle ampleur et c'était aussi la marque d'une attitude nouvelle de la C.G.T. en face des problèmes de la vie économique et sociale du pays. Attitude qui débordait singulièrement les intérêts matériels et immédiats des seuls salariés, puisqu'il s'agit de l'équilibre et de la prospérité de la collectivité nationale tout entière, elle était la meilleure réponse aux détracteurs de l'idée syndicale et de son action, trop souvent taxées d'égoïsme et d'étroitesse de vues. C'était aussi, pour notre pays, une première ébauche de ces «Plans», qui devaient par la suite prendre tant d'importance dans le monde entier (433).

Maxime Leroy, le perspicace observateur de la classe ouvrière, a bien montré l'importance de cette nouvelle orientation:

«*Le Conseil Économique du Travail s'opposait nettement aux vieilles routines blanquistes, héroïques et violentes et marquait la liaison de la C.G.T. avec d'autres organismes corporatifs. La nouvelle doctrine syndicale s'efforçait d'intégrer toute la richesse de pensée et d'action de tous les producteurs*».

C'est alors que la C.G.T. formula pour la première fois en France, les principes de ce qu'on appellera «*la nationalisation industrialisée*», en vue des besoins de la collectivité et en la différenciant nettement de la simple étatisation, trop souvent encline à dégénérer en bureaucratie. Pour toutes les entreprises importantes, ayant un caractère d'utilité publique, les anciens conseils d'administration, émanation des seuls détenteurs du capital, devaient être remplacés par des conseils d'un type nouveau, composé suivant une formule tripartite et assurant, à égalité, la représentation:

- 1- de la collectivité sous la forme État, département ou commune,
- 2- des producteurs: main-d'œuvre, techniciens et cadres,
- 3- des consommateurs: consommateurs individuels, coopératives, usagers industriels.

C'était bien l'affirmation d'un syndicalisme constructif, le mot apparut alors pour la première fois, succédant à l'ancien syndicalisme uniquement revendicatif. La C.G.T. qui groupe maintenant deux millions d'adhérents, qui a su imposer sa présence, a pris conscience de sa force et de ses responsabilités et, au delà des problèmes immédiats, elle s'efforce d'intégrer la masse des salariés dans la nation en obtenant pour eux des conditions de travail et de vie équitables.

Son *Conseil Économique du Travail* n'eut naturellement qu'une activité et une vie limitées, sans grand retentissement dans les milieux bourgeois comme dans les organisations politiques, attardés les uns et les autres dans des querelles de partis et des ambitions personnelles souvent sans grandeur et d'ailleurs assez peu soucieux de contribuer au développement d'une organisation ouvrière qui les inquiétait. Les études économiques auxquelles le Conseil se livra n'amenèrent pas de réalisations pratiques, en raison de l'indifférence ou de l'hostilité des pouvoirs publics, de la scission qui vint affaiblir les forces syndicales et aussi, il faut le dire, du peu d'intérêt que leur porta le monde du travail lui-même, mais cet effort matérialisait pourtant une idée qui devait finir par s'imposer quelque vingt-cinq ans plus tard, montrant que la pensée ouvrière n'était pas méprisable et que les organisations syndicales pouvaient mériter quelque crédit.

En tout cas, cet épisode marquait la fin de l'ouvriérisme des dernières années du 19^{ème} siècle, il était la preuve aussi que cadres et techniciens commençaient à se désolidariser des classes possédantes auxquelles ils s'étaient longtemps associés et dont ils avaient cru devoir partager les préventions comme ils croyaient partager les privilèges.

Nous n'avons pas à faire ici toute l'histoire du mouvement syndical dans ces années troubles de l'immédiat après guerre, mais nous ne pouvons omettre de signaler deux événements essentiels qui nous aideront à faire le point et à comprendre l'évolution de la mentalité ouvrière.

Ce sont d'abord les grandes grèves de 1920, grèves des Cheminots d'abord, auxquels la *Commission*

(433) La scission syndicale de 1921 empêcha le fonctionnement normal de ce *Conseil économique du Travail*. Toutefois, l'idée en fut reprise, après le triomphe des *Gauches*, aux élections de 1924. Cette fois, ce fut le gouvernement qui créa, par décret du 17 janvier 1925, un *Conseil National Économique* avec «*le souci d'unir dans une solidarité étroite toutes les forces productives et sociales de la France*». Composé de 47 membres, désignés pour deux ans par les organismes professionnels ou sociaux les plus représentatifs, il avait seulement voix consultative. Étaient prévus: - 9 représentants pour la population (Coopération, Liges d'acheteurs, Associations de maires, Usagers des services publics, Groupements familiaux); - 2 représentants pour le travail intellectuel et l'enseignement; - 14 représentants pour le travail de direction; - 16 représentants pour le travail salarié; - 8 représentants pour le Capital. En fait, l'activité de ce conseil fut des plus réduites et son action de valeur douteuse. Seul le principe d'un organisme de consultation économique, en dehors des Assemblées politiques élues, méritait d'être retenue. C'est ce qui fut fait en 1945 par la création d'un *Conseil Économique et Social*.

administrative de la C.G.T. fit apporter successivement l'appui d'autres fédérations qui se mirent en grève à leur tour; d'abord mineurs, marins et dockers, puis métaux, bâtiment et transports, enfin ameublement et gaz.

Malgré l'ampleur du mouvement, ce fut un lourd échec. Il était dû à plusieurs causes, tout d'abord à un trop grand nombre de non-grévistes timorés ou non convaincus de l'intérêt du mouvement, puis à la présence au travail de trop nombreux techniciens demeurés indifférents par ignorance ou prévention, aussi à l'appui substantiel fourni au patronat par l'*Union Civique* et ses volontaires qui se substituaient aux grévistes, tout cela permit une circulation, réduite mais effective, des trains, des tramways, du métro, tandis que l'opinion mal informée se montrait réticente ou même hostile. Dans cette épreuve de force, les éléments syndicaux n'avaient pas toujours montré assez d'ardeur, de combativité ou de puissance persuasive et les masses ouvrières étaient le plus souvent demeurées passives ou avaient vite renoncé. Elles n'avaient pas, ou avaient mal, compris la revendication essentielle des grévistes cheminots: la nationalisation industrialisée, et cela donnait tristement raison à l'avertissement de Merrheim. On put alors constater que si les gros effectifs sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants pour garantir le succès, que l'enthousiasme et la conviction ne suffisent pas non plus et qu'il faut également information et compréhension. En effet, si bien peu parmi les travailleurs savaient alors ce que pouvait être une nationalisation, bien peu aussi se souciaient de le savoir.

Ce fut donc un échec, douloureux et démoralisant. Il entraîna de nombreuses défections dans les syndicats et surtout beaucoup de discussions acrimonieuses entre militants qui se rendaient mutuellement responsables de l'échec de la grève, et c'est dans ce climat de découragement, d'incertitude et de récrimination que se situe le second épisode, le plus dramatique: la scission syndicale.

Elle se produisit au *Congrès confédéral* de Lille en 1921. Les éléments en sont encore présents dans beaucoup d'esprits. En dehors de toutes les querelles et rancunes personnelles qui jouèrent leur rôle, de toute la phraséologie dont beaucoup enveloppèrent ou tentèrent de dissimuler leurs raisons profondes, les causes principales de la scission ce sont la différence profonde d'opinion quant aux rôles respectifs de l'action syndicale et de l'action politique et aux liaisons à établir entre elles et non moins le jugement que les syndiqués portaient sur l'accord donné par le *Bureau confédéral* à la politique d'*Union sacrée* pendant la guerre.

Pour les uns, fidèles à l'esprit de la *Charte d'Amiens* et à la tradition ouvrière française, le syndicalisme a son but et son action propres, dont il doit rester entièrement maître sans les associer jamais étroitement à une forme ou à une tactique politiques déterminées, pour les autres, sensibles à une propagande nouvelle et séduits par l'exemple russe, cette association est légitime, même nécessaire et doit aller jusqu'à la subordination pour le syndicat. C'était le vieux conflit entre guesdistes et anarcho-syndicalistes qui reparaisait, mais cette fois le parti en cause était le jeune parti communiste, plein d'enthousiasme et de dynamisme, aurolé par le succès d'Octobre 1917 de la révolution bolchévique, riche de slogans de propagande, parti discipliné, autoritaire, «*monolithique*» se déclarait-il lui-même, condamnant toute hérésie, même toute déviation et toute indépendance de pensée, subordonnant étroitement l'action syndicale à la ligne politique et affirmant trouver dans Karl Marx interprété par Lénine, la solution de tous les problèmes.

Il n'est pas question de reprendre ici un débat dont la solution dépend de sentiments et d'idées personnels. Notons cependant que dans le mouvement syndical français tout entier, la sympathie était acquise sans réserves à la jeune *République des Soviets*, que les syndiqués condamnaient unanimement et énergiquement toutes les tentatives des gouvernements capitalistes pour l'abattre, qu'ils dénoncèrent l'appui donné aux généraux d'ancien régime, à Youdenitch, à Koltchak, à Denikine, à Wrangel, tout comme la politique du «*cordon sanitaire*» ou «*du fil de fer barbelé*», qu'ils suivaient avec passion toutes les réformes élaborées dans la Russie neuve dans laquelle ils voyaient le commencement de la réalisation du socialisme, mais là n'était pas la question. Malgré leurs dénégations, sincères ou non, les membres des *Comités Syndicalistes Révolutionnaires* (C.S.R.) étaient dans les syndicats des «*noyauteurs*» et les éléments de manœuvre d'une idéologie politique, qui entendait bien se les subordonner au nom du marxisme et qui, dans la pratique, combattaient et condamnaient tous ceux qui prétendaient conserver quelque indépendance.

Deux années de polémiques aboutirent à la rupture du *Congrès de Lille* en juin 1921. Ce fut un des Congrès les plus agités, les plus tumultueux, les débats y furent empreints d'une rare violence et les incidents se multiplièrent dans la salle, comme en commission et dans les couloirs. On y perdit un peu de vue les tâches propres du syndicalisme et ses possibilités d'action comme la solidarité et camaraderie ouvrières, pour discuter presque uniquement de l'attitude à prendre à l'égard de Moscou considéré déjà comme *La Mecque* d'une religion nouvelle et dont les directives commandaient la position de certains délégués.

La thèse de «*la révolution permanente*» que défendait alors la doctrine léniniste, s'opposait à celle des conquêtes et améliorations immédiates et possibles, même en régime capitaliste, et leurs partisans étaient à peu près en nombre égal.

Léon Jouhaux qui défendait la politique confédérale «*de la présence*», c'est-à-dire de la représentation syndicale, partout où sont mis en cause les intérêts du monde du travail, mais qui avait contre lui de vigoureuses inimitiés, parce que certains lui reprochaient son adhésion à l'*Union sacrée* pendant la guerre, n'obtint pour son rapport moral que 1.556 voix contre 1.348 et 46 abstentions et le Congrès ne vota que par 1.582 voix contre 1.325 et 66 abstentions, une motion confirmant la *Charte d'Amiens* et refusant d'accommoder l'autonomie et les destinées du syndicalisme aux visées et aux directives d'un parti politique et d'un gouvernement, fussent-ils marxistes.

C'était une majorité, certes, mais bien faible. La minorité refusa de s'incliner, de dissoudre ses C.S.R. et la scission de 1921 coupa en deux les forces syndicales pour la plus grande satisfaction du patronat et sans doute des gouvernants, il y aura donc désormais, et pendant quinze ans, deux centrales: la *Confédération Générale du Travail*, ayant à sa tête Léon Jouhaux et continuant la vieille organisation, et la *Confédération Générale du Travail Unitaire*, ayant à sa tête d'abord Monmousseau, puis Benoît Frachon, porte-paroles dociles du parti communiste. Elles passeront la majeure partie de leur temps et dépenseront la plus grande part de leurs ressources en des polémiques stériles ou nuisibles et parfois sans dignité. Mais il faut reconnaître pourtant qu'elles représentaient, durant cette période, deux courants d'idées contradictoires dans le monde du travail, et correspondant à des différences de mentalité. Nous les retrouverons à maintes reprises et elles nous font comprendre certaines attitudes et certaines défiances populaires et elles nous font présager, hélas! d'autres crises et d'autres séparations (434).

La principale conséquence de la scission, ce fut de diminuer considérablement l'attraction qu'exerçait le syndicalisme et l'organisation syndicale, en fait unique, sur les travailleurs de la base. La C.G.T. encore unique avait près de deux millions d'adhérents, les deux confédérations n'en avaient guère qu'un million en 1923, probablement 6 à 700.000 pour la C.G.T. et 3 à 400.000 pour la C.G.T.U. Encore sont-ce là des chiffres officiels fournis par leurs dirigeants, c'est-à-dire volontairement optimistes et vraisemblablement assez grossis (435). Un grand nombre d'ouvriers, par paresse de choisir ou refus de se déterminer, par égoïsme ou apathie le plus souvent, ou par écœurement devant certaines pratiques mises à la mode par les néophytes, s'éloignèrent de toute organisation syndicale et n'en devinrent que plus sensibles aux fluctuations politiques qui ne manquaient pas en ces années troublées.

En fait, et ce n'est pas particulier aux seuls ouvriers, la plupart des hommes, et des femmes aussi, sont enclins à une certaine paresse d'esprit, ils répugnent à l'effort d'analyse, de réflexion, de compréhension, de renouvellement et plus volontiers ils se rallient aux formules sonores et faciles, simples et même simplistes. Et pour leur part, les Français s'adonnent plus spontanément à l'action politique qui ne leur demande un effort que de loin en loin, au moment du renouvellement des assemblées et des élections, qui peut apporter des succès immédiatement profitables, qui conserve quelque chose de spectaculaire, qu'à l'action syndicale, plus terne en apparence et plus obscure, action en profondeur, dont les résultats sont toujours problématiques et qui oblige à serrer les questions de plus près. Et un secrétaire de syndicat ou de fédération n'a pas alors aux yeux des foules, le prestige et le rayonnement d'un sénateur, d'un député, même d'un conseiller municipal dans une localité de quelque importance, il n'y a pas à en gémir, ni même à s'en étonner, il a fallu plus d'un siècle pour apprendre aux hommes de ce pays, ce qu'était la démocratie en matière politique, il ne leur faudra sans doute pas moins de temps pour comprendre ce qu'est exactement le syndicalisme et plus longtemps encore sans doute pour qu'ils lui apportent une collaboration efficace, et non pas seulement une adhésion qui se limite au versement, parfois irrégulier, d'une cotisation, d'ailleurs modique, et à l'assistance passive à quelques réunions.

C'est dans ces conditions difficiles de la vie syndicale française que se produisit l'adhésion de la *Fédération des Fonctionnaires* à la C.G.T. Signe des temps et de l'évolution remarquable qui s'était produite à la fois chez les manuels, qui renonçaient à leur position et à leurs préjugés ouvriéristes et chez les fonctionnaires qui renonçaient à leurs traditions et à leur comportement bourgeois et qui comprenaient que leur destin de travailleurs était lié à celui de leurs frères de classe, que prolétaires aux mains calleuses et prolétaires aux

(434) Voir sur cette scission: Pierre Monatte: «*Trois scissions syndicales*», Paris, 1958; Georges Vidalenc: «*Les scissions syndicales*», Paris, 1956.

(435) M. Martin Saint-Léon donne: 4 à 500.000 pour la C.G.T. et 150.000 à 175.000 pour la C.G.T.U.

mains blanches pouvaient et devaient s'unir, pour travailler ensemble à leur émancipation commune. Ce fut, pour beaucoup, un spectacle assez inattendu que ce rapprochement, il réjouit les uns et indigna ou scandalisa les autres. Le grand public avait pris l'habitude de considérer les fonctionnaires comme des soutiens inconditionnels du gouvernement, quelle qu'en fut l'étiquette, et comme les serviteurs très soumis et très humbles, de leurs supérieurs hiérarchiques comme des autorités politiques, et il s'étonna grandement de les voir se rendre dans les Bourses du Travail, pour y discuter fraternellement avec les ouvriers. Peut-être ces nouveaux venus furent-ils au début déconcertés par un milieu, un climat, un langage dont ils n'avaient pas l'habitude, mais ils ne tardèrent pas à s'adapter et à jouer un rôle non négligeable dans l'action confédérale.

Des observateurs subtils, trop subtils, n'ont pas manqué de voir dans cette collaboration d'un style original, l'effet et à la cause à la fois d'un «*embourgeoisement*» des dirigeants syndicaux et d'y subodorer l'action d'un machiavélisme gouvernemental. Les éléments modérés des fonctionnaires, les plus nombreux incontestablement, renforceront encore, affirmaient-ils, le courant modéré de la C.G.T. et celle-ci perdra tout caractère révolutionnaire, cessant d'être une menace pour les classes dirigeantes et possédantes. En échange de quelques menues réformes, elle acceptera la société capitaliste, la consolidera même, perdant de vue son objectif essentiel: la disparition du salariat. De là à prononcer le mot de trahison, il n'y avait qu'un pas, et il fut allègrement franchi, car unitaires et communistes ne se souciaient pas d'impartialité ou de mesure, pas même de simple équité, dans leurs jugements et ne se refusaient pas à la mauvaise foi dans leurs attaques.

C'était pourtant solliciter quelque peu la vérité et il y avait quelque puérité à supposer que les gouvernements aient engagé leurs fonctionnaires à s'adonner aux activités syndicales. En fait, c'était la conséquence des transformations dans l'économie et les rapports du travail, c'était aussi la suite et l'aboutissement d'une évolution commencée depuis une vingtaine d'années. C'est au début du 20^{ème} siècle que les premiers fonctionnaires, des postiers et des instituteurs, avaient pris le chemin des *Bourses du Travail*, ce qui avait provoqué une vertueuse indignation et de grandes colères chez les bien-pensants, mais il était normal que leur exemple fût de plus en plus suivi, comme il était normal que la Confédération, forte de centaines de milliers ou de millions d'adhérents, abandonnât sa vieille attitude insurrectionnelle et d'opposition systématique pour poursuivre, sur un plan pratique, la réalisation d'un syndicalisme constructif, qui ne renonçait nullement à sa revendication fondamentale: la suppression du salariat, mais s'efforçait de hâter l'établissement de conditions de travail moins précaires, plus humaines, refusant de sacrifier les générations existantes dans l'espoir d'une hypothétique félicité pour les générations à venir.

C'est en effet une politique criminelle et désastreuse que de provoquer ou maintenir la misère dans les masses prolétariennes, pour profiter des mouvements de révolte qu'elle ne peut manquer de provoquer. Au surplus, la misère est mauvaise conseillère et détruit plus d'énergies qu'elle n'en fait naître, elle peut faire surgir des manifestations sporadiques de protestation, mais une révolution est tout autre chose et réclame d'autres activités et d'autres compétences.

Albert Thomas, qui devait être le premier *Directeur de l'Organisation Internationale du Travail*, qui devait vraiment la faire vivre et dont l'immense effort en faveur des ouvriers mérite la sympathie et le respect, l'a fort bien signalé:

«*Une classe ouvrière exploitée, surmenée, n'est pas capable de participer à la gestion des affaires publiques en pleine conscience, en pleine clarté. Elle est la victime des entraînements sentimentaux. Elle peut être la proie de gouvernements ambitieux ou égarés. Et si la démocratie est la condition de la paix, la justice sociale est la condition de la démocratie*» (436).

Au reste, l'attitude des gouvernements eux-mêmes avait changé, tout comme l'influence relative des différents partis et leur orientation. Malgré les variantes de la politique, il fallait prévoir, à chaque consultation électorale, l'entrée ou le retour au Parlement, de nombreux élus à programme social. Communistes, socialistes unifiés ou indépendants, républicains socialistes ou radicaux socialistes s'affirmaient acquis à des réformes sociales, d'importance variable il est vrai, mais que leurs adversaires étaient bien obligés d'accepter tout au moins en partie. Sans doute, il fallait compter encore avec les groupes modérés et conservateurs, avec le Sénat savamment manœuvré par les grands intérêts économiques, avec les lenteurs du travail parlementaire, mais le climat des années 1920 à 1930 est très différent de celui de la *Monarchie de Juillet*, du *Second Empire*, ou même des débuts de la *Troisième République*. Les chrétiens sociaux aussi sont devenus une force qu'il ne faut pas négliger et dont l'appui pourra être utilisé dans les luttes ouvrières. La *Confédération française des Travailleurs chrétiens* (C.F.T.C.) qui s'organise en 1919, montrera un nouvel aspect

(436) A. Thomas, *Revue de Paris*, 15 mars 1924: «*Les événements ultérieurs et le succès des dictateurs ont montré combien Albert Thomas avait vu juste*».

de la mentalité des salariés, car elle groupe des travailleurs qui, s'ils croient en une puissance divine et en une autre vie compensatrice des épreuves terrestres et s'ils nourrissent l'espoir d'une possible réconciliation sociale, capital-travail, ne renonçaient pas pour autant à l'amélioration de leur condition actuelle et sauront, à l'occasion, défendre les droits et les intérêts des salariés à l'encontre du patronat, même catholique.

Ils y avaient quelque mérite, n'étant pas toujours compris et soutenus par les autorités religieuses. Les principes formulés dans l'encyclique «*Rerum Novarum*» de 1891, n'avaient certes pas été condamnés, mais on peut bien dire qu'on les maintenait dans une discrète pénombre et que les prises de position du pape Pie X avaient une autre résonance. En 1903, il écrivait:

«Il est conforme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait, dans la société humaine, des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, qui tous unis par un lien d'amour, doivent s'entraider à atteindre leur fin dernière dans le ciel et sur la terre leur bien-être matériel et moral» (437), et en 1909, il déclarait à un pèlerinage: *«Que les riches soient larges en aumônes! Que les pauvres se glorifient d'avoir été choisis pour être les images de Jésus Christ! Qu'ils n'envient point, qu'ils aient patience et résignation!»* (438).

Curieuse analogie avec la pensée de Casimir Périer en 1831, mais il n'est pas sûr que les syndicalistes chrétiens y aient applaudi sans réserves. Un peu plus tard, le pape Benoît XV, peu soucieux d'ordinaire de pareils problèmes et peu favorable d'ailleurs à cette orientation sociale de l'Église, proclamera aussi, dans un message, la nécessité de la soumission:

«Les plus élevés s'abaisseront vers les plus humbles et les traiteront, non seulement avec justice, mais avec bienveillance, douceur et patience, les humbles, de leur côté, se complairont dans la prospérité des personnes élevées et en attendront l'appui avec confiance» (439).

Mais les travailleurs chrétiens de France avaient dépassé de telles formules, ils s'accommoderont mal d'une attitude toute passive et d'une attente résignée du bon vouloir patronal, ils formuleront des revendications qui eussent été impensables de leur part une trentaine d'années auparavant, et qui leur seront parfois amèrement reprochées dans des milieux qui leur avaient jadis témoigné quelque sympathie, une sympathie à vrai dire plus théorique qu'agissante.

Ils trouveront, par contre, quelques défenseurs convaincus, par exemple Paul Bureau, professeur à l'*Université Catholique de Paris*, qui déclarera:

«La bourgeoisie jouit d'avantages économiques excessifs. Par le système des sociétés anonymes, des trusts ou des grands syndicats patronaux, des banques et des syndicats d'émission, elle arrive à drainer à son profit des avantages très considérables, des bénéfices énormes... la collectivité est frustrée des avantages qui devraient lui être assurés et le travailleur manuel a conscience qu'il est victime de quelque méfait, qui ressemble à une soustraction frauduleuse et à un larcin» (440).

Déclaration assez nette, et que les dirigeants de la C.G.T. auraient pu signer.

Nous sommes loin évidemment de Casimir Périer, et même de Villeneuve-Bergemont, de Buchez, d'Ozanam, même d'Albert de Mun, c'est un autre langage et d'autres arguments qu'emploient et veulent désormais les travailleurs chrétiens, les problèmes se posent sur un autre plan et dans un autre climat. Quelque incertaine et douloureuse que soit encore, à maints égards, la condition de l'ouvrier, sa dignité n'est plus en cause, ou du moins il est capable d'en obtenir le respect, et bien décidé à le faire si certains venaient à l'oublier.

Condition encore douloureuse, avons-nous dit? Certes, et les optimistes qui s'imaginaient que la question sociale était résolue ou bien près de l'être, se faisaient d'étranges illusions et sont durement démentis par la réalité. On a beau mettre en valeur quelques réussites d'ouvriers devenus patrons ou chefs d'entreprises importantes, des listes d'ingénieurs ou de directeurs sortis des rangs du peuple, des exemples sélectionnés de vieux travailleurs ayant pu se ménager une retraite suffisante, presque confortable, dans une villa de banlieue ou une demeure campagnarde, on peut bien insister sur le climat de confiante et cordiale collaboration qu'on trouve dans certaines usines ou magasins, tout cela ne doit pas nous faire illusion et ne compte guère en face des millions de salariés qui ne connaissent pas de telles satisfactions. Il y a encore beaucoup de

(437) Cité dans Henri Marc Bonnet: «La papauté contemporaine», Paris, 1944, p.42.

(438) Cité dans Adrien Dansette: «Histoire religieuse de la France contemporaine», Paris, 1951, t.2, p.398.

(439) H.-M. Bonnet, ouvrage cité, p.63.

(440) P. Bureau, «La démocratie», 30 mai 1920.

salaires insuffisants pour assurer une vie normale et digne, des conditions de travail épuisantes et sans joie, des métiers dangereux ou qui usent rapidement, des ateliers et des bureaux insalubres et maussades, des règlements inhumains ou tracassiers, des agents de maîtrise et des employeurs à mentalité de négriers, des possibilités d'éducation et de promotion que l'on célèbre dans les discours, mais qui restent théoriques, un trop nombreux prolétariat industriel et commercial pour lequel la vie quotidienne reste difficile, parfois même misérable et dont l'avenir demeure incertain et sans espérance, trop de pauvres hères attachés à de durs métiers qu'ils n'ont pas choisis, comme jadis le serf à la glèbe. Bien sûr, avec des qualités exceptionnelles, un effort soutenu et beaucoup de circonstances favorables, certains ont pu s'échapper de cette dure condition, mais qui peut se flatter de pouvoir réunir toutes ces chances? Il reste vrai que l'immense troupeau du menu peuple, mal vêtu et plus misérablement logé, continue à vivre dans la pauvreté et l'ignorance, traînant ses rancœurs, ses fatigues et ses infirmités, à mener une existence morne et monotone dans un décor sans joie, à côté de demeures somptueuses, où règne un luxe insolent, dans une société où trop d'oisifs ou d'inutiles jouissent encore de privilèges excessifs, où trop d'incapables doivent à l'heureuse chance de leur naissance, de leur fortune ou de leurs alliances, des postes de commandement et de direction, où trop de parasites prélèvent une part importante du revenu national pour des services de qualité contestable.

En particulier, trop de quartiers ouvriers ne sont encore que des agglomérations de taudis, destructeurs de santé et de moralité. Retenons entre cent autres, ce témoignage du Docteur S. Gourgey, médecin à Ivry-sur-Seine, qu'il intitule d'ailleurs éloquentement «*Milieus de misère*»:

«Dans la ville ouvrière, c'est toujours, depuis bientôt un demi-siècle, le même défilé de misères au cabinet de consultation. Ce sont toujours des vieillards infirmes, cassés, brisés par le travail, ulcéreux, variqueux, herniaires, déjetés, boiteux, perclus, rhumatisants...; des adultes tuberculeux, brûlés par le vice et l'alcool, flétris par la misère, bossus, bancals, pâlis par l'ombre et l'humidité des taudis, des jeunes filles anémiques, anémiées par un développement prématuré, fatiguées, branlantes, vieilles, minables, exsangues, que des parents cruels obligent à travailler à l'atelier dès le bas-âge, des jeunes gens courbés comme des vieillards, sans force, ni courage, sans énergie ni volonté, proie future de la tuberculose... Ce sont toujours des enfants, des nourrissons aux yeux caves, aux chairs blanches et flasques, aux membres grêles, à la peau ridée et trop large... Dégénérés, fils d'alcooliques, de tuberculeux, de syphilitiques, tarés, non valeurs immédiates et futures... Ce sont toujours les mères nourrices et travaillant à l'atelier, épuisées, chétives, aux seins pendants, taris, vidés... Ce sont aussi les mêmes visites aux mêmes fistuleux, paralytiques, impotents, hydropiques, catarrheux, croupissant dans leurs crachats, leurs excréments et leurs pus...» (441).

Témoignage médical, attristé et pessimiste, qui n'a pas peur des mots et qui n'essaye pas de farder la vérité, mais témoignage nullement exagéré ou exceptionnel. Certes, Ivry est une banlieue pauvre, et tous ses habitants n'étaient d'ailleurs pas visiteurs habituels du dispensaire, mais la même situation se retrouvait en maints autres endroits et ne disparaîtra pas de si tôt malgré quelques lentes améliorations.

Nous trouverons un autre exemple légèrement postérieur dans l'enquête menée par Ludovic Naudeau en 1930, sur la population de la France. Voici ce qu'il rapporte au sujet de Rouen, où malgré quelques progrès, la situation reste assez proche de ce qu'elle était près de cent ans auparavant, lors des enquêtes de Buret et de Villermé. C'est toujours «*la ville-taudis en même temps que la ville-musée*».

«Combien n'en ai-je pas grimpé de ces escaliers délabrés, obscurs, empestés de senteurs écoeurantes et sur lesquels s'ouvrent de hideux logis, parfois même démunis d'une seule fenêtre. Cinq ou six grabats se touchant dans l'unique pièce où les buées d'une lessive répandaient leur tiédeur acide, et là dedans de pauvres enfants, coude à coude, végétant dans une pénombre moite».

Tableau décourageant qui l'autorise à conclure en rappelant la protestation qu'un philanthrope chrétien, Louis Deschamps, avait formulée en 1924:

«Que des êtres humains soient obligés de s'entasser dans de tels bouges, cela nous retire le droit d'être fiers de notre civilisation, et notre société, si orgueilleuse de ses progrès et de ses découvertes, devrait baisser la tête et rougir de honte. Tant que des familles humaines seront logées dans des conditions d'insalubrité que l'on évite pour les animaux, tant qu'y régnera la honteuse promiscuité des sexes et des âges, tant qu'il y aura des maisons qui sont des enfers pour les corps et pour les âmes, nous n'aurons rien fait pour l'amélioration du sort du peuple» (442).

(441) Dr S. Gourgey: «*Milieus de misère*», Paris, 1929, p.189.

(442) L. Naudeau, *L'illustration*, 8 mars 1930. Notons bien que *L'illustration* était une publication nettement bourgeoise de

On ne sera pas surpris si, en conséquence, la mortalité atteignait à Rouen 22,4% contre 16,5% seulement en moyenne pour la France entière.

Retenons encore un autre témoignage, sur Roubaix celui-là et de 1934. Nous l'empruntons à un auteur catholique. L'auteur décrit le quartier de la rue des Longues-Haies, un des plus sinistres de la ville:

«Voici justement un passage étroit et sombre, commandé par un estaminet où l'on crie assez fort... C'est un long couloir d'un mètre de large au plus, dont le fond est barré par un mur sans issue. J'entre et j'arrive à un second couloir aboutissant cette fois à une cour à gauche, sur laquelle deux files de maisons lépreuses, sales, se font vis-à-vis. Pas d'étage, une tabatière, comme pour la plupart des maisons de Roubaix, donne la lumière et le soleil aux mansardes, qui sont bien plutôt des greniers, dans lesquels il est absolument impossible de se tenir debout.

Au milieu de la cour, deux W. C. et une pompe, voilà tout le confort moderne et l'hygiène de ces habitations. Près de la pompe se trouve un grand bac, où une ménagère, sans souci de la pluie fine qui tombe sans arrêt, rince sa lessive. Les deux rangs de maisons sont séparés, où plutôt la cour est traversée dans toute sa longueur, par un ruisseau qui laisse se dégager une odeur caractéristique» (443).

C'était encore le paysage et les taudis décrits un siècle auparavant par d'autres enquêteurs qui en avaient été épouvantés et avaient essayé d'en instruire leurs contemporains et de les émouvoir. On peut penser que dans le dix-neuvième siècle révolu, le siècle de la vitesse, comme disaient communément les chroniqueurs, le progrès social cheminait lui avec une singulière lenteur et ne semblait guère profiter des inventions nouvelles.

Évidemment, de tels tableaux n'ont rien d'enchanté et l'on a pu, quand ils furent publiés, s'étonner ou s'indigner, de la présence ou de la persistance d'un tel état de choses, mais on ne saurait accuser les témoins de déformation professionnelle, de pessimisme systématique ou de mauvaise foi. Ce ne sont que des cas particuliers, exceptionnels, plaidèrent certains, ce ne sont que les déchets, les scories inévitables de toute grande agglomération industrielle, les malfaçons occasionnelles d'une civilisation par ailleurs brillante, soutiendront d'autres. Peut-être? Mais est-il nécessaire que ces déchets soient aussi nombreux et aussi pitoyables? Nous n'oserions prétendre que de tels tableaux ne sont plus aujourd'hui qu'un souvenir. Sur les classes les plus déshéritées pèse une lourde hérédité physiologique et morale, dont certains travailleurs de notre temps subissent encore les effets; il importe de s'en souvenir si l'on veut étudier le prolétariat avec l'esprit d'équité indispensable et comprendre les lenteurs de son évolution comme la persistance de certains préjugés dans son comportement.

Évidemment, ce ne sont pas ces déchets, ces épaves, ces rebuts et ces malchanceux qui représentent le meilleur de la pensée ouvrière ou qui commandent son action, car pour maintes raisons le plus souvent ils ne sont pas syndiqués, mais ils constituent cependant un poids lourd dont on ne doit pas ignorer l'existence, une masse amorphe mais frémissante dont certains démagogues sont habiles à se servir. On diminuerait certes l'influence possible de ces mauvais bergers, en soustrayant les déshérités à cette atmosphère démoralisante, à cet entourage avilissant dans lesquels ils vivent, à cette torpeur sans espoir qui fait d'eux une proie facile pour les prophètes de tout messianisme nouveau.

Mais malgré ces tares, il n'en est pas moins remarquable qu'à cette époque se soit affirmée pour la première fois, avec netteté et avec force, la revendication du «*contrôle ouvrier*». A vrai dire, l'idée n'était pas absolument nouvelle et dès 1890, par l'institution des délégués mineurs à la sécurité, les pouvoirs publics l'avaient prise en considération. Même si cela n'avait été qu'une mesure infiniment prudente et de portée très limitée, c'était quand même la première fois qu'on associait les travailleurs eux-mêmes, par l'intermédiaire de mandataires librement élus, à la gestion de l'entreprise en leur confiant le contrôle des mesures de sécurité et en leur accordant la possibilité d'en provoquer l'amélioration.

Maintenant il s'agit, pour les travailleurs, d'étendre la mesure à toutes les professions, à toutes les entreprises, de permettre leur intervention directe pour obtenir ce que l'on appellera «*le contrôle ouvrier*» et plus tard «*la cogestion des entreprises*».

clientèle et d'esprit, et que l'enquêteur était plus disposé à atténuer qu'à souligner les tares pour ne pas trop choquer une clientèle dont il convenait de ménager les nerfs et les sentiments. L'honnêteté et l'exactitude du témoignage de Naudeau ne paraissent donc pas contestables.

(443) Maurice Poussin, *L'éducation populaire et le socialisme*, Paris, 1934, p.43.

M. Roger Picard, professeur à la *Faculté de Droit* de Paris, a expliqué comment se posait alors le problème:

«Jusqu'ici le patron est resté le maître absolu, son autorité «de droit divin» pour reprendre le mot d'un grand industriel (M. Noble, maire, député et président du Conseil d'administration du réseau P.L.M.), sa souveraineté de charbonnier, maître chez soi, lui paraissait intangible et sacrée. Par réaction contre cette notion, les doctrines socialistes ont défendu la nécessité de la lutte de classes jusqu'à la suppression du patronat et réclamé la transformation des entreprises privées en entreprises sociales, gérées par les ouvriers eux-mêmes au profit de la collectivité.

La thèse impliquée par le droit de contrôle n'exige pas la suppression des droits ou des fonctions du patron, elle entend seulement proclamer que l'autorité qui s'exerce sur le terrain économique ne peut trouver en elle-même sa justification suffisante et ne peut s'exercer au seul profit, comme à la seule volonté de celui qui la détient. L'autorité doit être partagée par tous ceux qui jouent un rôle dans la production, l'exercice doit en être surveillé, le régime de travail doit être défini par la volonté commune de tous ceux auxquels il s'applique, enfin rien de ce qui concerne la vie d'une entreprise ne doit demeurer caché à ceux qui constituent les organes vitaux de l'entreprise et dont le propre sort est lié au sien.

Le travailleur, en réclamant le droit de contrôle, ne veut plus être un subalterne, mais un associé; il ne demande pas seulement à être mieux rétribué, il veut encore prendre sa part d'autorité et de responsabilité, qu'il ait, ou non, par la participation aux bénéfices et par l'actionnariat, sa part dans les profits et dans les capitaux l'entreprise» (444) .

Bonne analyse d'un nouvel état d'esprit et des nouvelles relations possibles du travail. Et Roger Picard ajoutait:

«Il y a contrôle ouvrier quand les délégués du personnel salarié participent à la gestion quotidienne de l'entreprise, partagent avec les patrons le pouvoir de décision, possèdent voix consultative ou délibérative dans les conseils directeurs de l'entreprise et font en somme que le gouvernement de cette entreprise tient compte du consentement des gouvernés.

... Quelle que soit l'étendue du champ attribué au «contrôle ouvrier», il suffit, pour qu'il y ait bien réellement contrôle, que les délégués du personnel détiennent une parcelle de l'autorité, réservée au patron seul et qu'ils partagent avec lui cette autorité» (445).

Quelle serait l'ampleur et l'efficacité réelle de ce contrôle ouvrier? Là encore, il est significatif de constater que les éléments les plus qualifiés du mouvement syndical se refusent aux attitudes spectaculaires et aux formules grandiloquentes. A la semaine ouvrière belge, qui se tint en septembre 1921, des militants aussi qualifiés et bien informés, et aussi différents par leur comportement que Henri de Man pour la Belgique et Alphonse Merrheim pour la France, sont d'accord pour envisager, dans ce droit de contrôle réclamé, que le droit de regard et d'information, qu'ils veulent que les travailleurs soient tenus au courant, mais qu'ils n'envisagent pas, dans l'immédiat, la cogestion que les ouvriers ne sont pas encore, dans leur ensemble, capables d'assumer avec efficacité. Cela reste un programme d'avenir, pour la réalisation duquel il importe de se préparer sérieusement, car le monde du travail ne croit ni aux miracles, ni aux coquecigrues (446).

Les transformations industrielles que la guerre avait favorisées et accélérées continuaient à s'effectuer, dans le sens d'une mécanisation et d'une rationalisation plus poussées. Des machines de plus en plus compliquées, de plus en plus délicates, de plus en plus puissantes, de plus en plus rapides, de plus en plus coûteuses aussi, transformaient les méthodes et les cadences de la production et en conséquence le climat des usines tout comme elles requièrent des investissements plus considérables et modifient souvent la structure financière des entreprises. La vieille fabrication artisanale ne disparaissait pas bien sûr, mais elle perdait de son importance et de son prestige, et à côté de l'ancien ouvrier qualifié, au long apprentissage

(444) R. Picard, *«Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises»*, Paris. 1922, p.4.

(445) R. Picard, même ouvrage, p.34.

(446) Il n'est pas sans intérêt de signaler que cette revendication d'un certain contrôle de l'entreprise figure même dans le programme de la C.G.T.S.R. (*Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire*) à tendance anarcho-syndicaliste, qui dénonçait le réformisme de la C.G.T. et réclamait en 1930: 1- Réduction des horaires de travail à 35 heures par semaine; 2- Salaire unique pour hommes et femmes; 3- Contrôle ouvrier de la profession. Ce programme devait être réalisé par paliers, notamment en ce qui concerne le 3^{ème} point, d'abord contrôle de l'embauche, puis des commandes, puis des matières premières et des fonds. (Pierre Besnard, *«Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale»*, Paris, 1930).

pratique traditionnel, fier de son habileté manuelle et de ses tours de main, apparaissait un travailleur nouveau, souvent avec une formation théorique un peu plus poussée, auquel on pouvait confier les organismes délicats qu'il était capable de monter, de mettre au point, de réparer. D'où opposition et parfois conflit, de deux formations, de deux mentalités, qu'on a parfois simplifiés et dénaturés en disant: conflit de deux générations. En même temps, à côté des ouvriers de fabrication, progressivement moins nombreux puisque la machine se substitue à eux pour beaucoup de besognes, apparaissaient les ouvriers d'entretien, dont le rôle et l'initiative étaient considérables puisqu'ils étaient les éléments essentiels du bon fonctionnement continu, et dont la formation professionnelle, à la fois théorique et pratique, devait être plus complète. De même se multiplient ces techniciens, employés aux bureaux de dessin, aux projets, aux laboratoires de recherches et d'essais dont les travaux sont indispensables aux exécutants, encore qu'une appellation discutable les qualifie parfois abusivement de «*non productifs*». Nouvelles méthodes de travail avec un nouvel équipement et nouvel esprit ouvrier qui pénétrait lentement dans les organisations. A l'autre extrémité du monde du travail, diminution du nombre des manœuvres, un équipement mécanique remplaçant souvent les hommes dans les manipulations de matières premières et de produits.

Si le machinisme décompose la production en un grand nombre de besognes simplifiées, parfois jusqu'à l'extrême, dont l'accomplissement ne requiert que peu d'efforts d'intelligence, la construction, le maniement et la surveillance des machines réclament, de leur côté, le concours d'un grand nombre d'ouvriers de qualité, intelligents et instruits, et l'armée des manœuvres et des ouvriers spécialisés qui se pressent maintenant dans les usines, ne peut donner son plein rendement qu'avec le concours et sous la direction d'ouvriers qualifiés, de techniciens, ainsi que d'une maîtrise plus nombreuse et autrement formée que celle d'autrefois, maîtrise à laquelle on demandera d'ailleurs, en plus de ses qualités professionnelles, un certain sens psychologique et des qualités de commandement.

«Le progrès du machinisme ne change pas que les proportions. En disqualifiant les uns, réduits au rang de manœuvres spécialisés, il crée en même temps un nouveau cadre d'ouvriers hautement qualifiés, par exemple dans les industries métallurgiques et électro-chimiques; les machines perforatrices des houillères ont remplacé un certain nombre d'ouvriers habiles, mais exigent une augmentation du nombre des machinistes qualifiés; un linotypiste est plus qualifié qu'un compositeur» (447).

On aurait tort de croire que les travailleurs, unis pour présenter leurs revendications et demander l'amélioration de leurs conditions de travail, ne constituent qu'une masse informe, dont les éléments sont interchangeable. Au contraire, les éléments de différenciation y sont multiples. Fierté du métier traditionnellement réputé, ou de la qualification technique, même de l'appartenance à une entreprise de bon renom ou à un service justement apprécié, respect de la maîtrise et des hiérarchies compétentes, goût de l'ouvrage bien fait, sens de la responsabilité ne sont pas que des souvenirs, et le compagnon habile, que peu de problèmes embarrassent, continue à jouir d'un incontestable prestige aux yeux de ses camarades. L'idée d'une hiérarchie ouvrière persiste également, quoique reposant sur des données parfois discutables, il y a des «*métiers à la mode*», dont les jeunes s'engouent, d'autres qui sont l'objet d'une désaffection persistante, d'autres dont le prestige est durable, qui comprennent surtout des ouvriers de grande habileté et qui tirent fierté de leur emploi. Vieux souvenirs sans doute des traditions compagnonniques, mais aussi distinctions qui naissent naturellement des difficultés variables de la qualification, des problèmes nouveaux qui se posent à la maîtrise et aux techniciens.

Tout n'est pas qu'harmonie dans les relations entre salariés sur les lieux de travail et à propos de ce travail. M. J. Delewsy a signalé des incompréhensions et des oppositions fréquentes et assez vives entre manœuvres, ouvriers spécialisés et ouvriers qualifiés, entre ceux des ateliers et ceux des bureaux, et l'on sait par ailleurs que les fédérations d'industries, forme moderne de l'organisation syndicale, ne se constituèrent que lentement et non sans résistance, les ouvriers restant, pour un grand nombre, très attachés à leurs fédérations de métiers et à un particularisme à courte vue qui rappelait parfois celui des anciennes corporations.

Par exemple, les tonneliers refusèrent longtemps de s'associer aux fabricants de cercles qu'ils regardaient de haut; jusqu'en 1909, les mosaïstes, qui se jugeaient artistes, refusèrent de se joindre à la *Fédération du Bâtiment* où dominaient les travailleurs du gros œuvre, et il y eut bien des conflits aussi entre choristes de diverses catégories dans la *Fédération du Spectacle*. Cet esprit corporatif, nous pouvons même dire parfois étroitement corporatif, n'a pas entièrement disparu et nous le verrons reparaître en maintes occasions, surtout quand il s'agira de déterminer les échelles et les indices de salaires, faisant naître et envenimant des querelles de catégories.

Des problèmes plus généraux se posèrent également, à propos desquels il n'y eut pas non plus unani-

(447) J. Delewsy, «*Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*», Paris, 1924, p.376.

mité, notamment celui de l'accueil qu'il convenait de faire à la maîtrise dans le syndicat, à propos du travail des femmes et de leur rémunération ou de la formation des apprentis.

Pendant longtemps, les travailleurs de la base se défiaient des techniciens et de la maîtrise qui avaient autorité sur eux pendant le travail, qui détenaient un pouvoir de discipline dont certains abusaient parfois et qu'ils considéraient comme des auxiliaires du patronat, voyant en eux plutôt des surveillants, voire des gardes-chiourmes, plutôt que des conseillers, des animateurs et des directeurs de travail. Ajoutons que techniciens et maîtrise, de leur côté, se considéraient comme une catégorie distincte des travailleurs manuels, avec lesquels ils ne voulaient pas être confondus, et que dans l'ensemble ils acceptaient de lier leur cause à celle des employeurs. On pouvait donc les considérer, et ils se considéraient eux-mêmes, comme appartenant aux classes bourgeoises, ou aspirant à y pénétrer, se séparant ainsi des masses populaires dont ils étaient pourtant issus pour la plupart.

Quelques exemples: en 1907, les tisserands d'Houplines (Nord) refusent le droit de vote aux contre-maîtres admis pourtant dans leur syndicat, tandis que les contrôleurs d'omnibus sont refusés à la *Bourse du Travail de Paris*, en 1909, sous le prétexte qu'ils étaient des agents d'autorité. Cette défiance à l'égard des non-manuels et des cadres, même les plus modestes, s'étend aux professions intellectuelles: en 1908 la presse syndicale se montre hostile à l'admission des médecins, en 1911 la *Conférence des Bourses du Travail* se prononce contre les professions libérales. Il est vrai qu'à la même époque les instituteurs trouvaient une majorité en leur faveur, et cela montre assez bien à la fois l'indécision des esprits et la souplesse de la coutume ouvrière qui sait, à l'occasion, faire fléchir la règle générale devant le cas particulier.

C'est à propos du travail des femmes dans l'industrie que les préventions se montrèrent les plus fortes et les plus tenaces. Ce n'était pas sans quelques bonnes raisons, car dans beaucoup d'entreprises les femmes constituaient alors des concurrentes redoutables, parce qu'elles acceptaient presque toujours de travailler à moindre prix, provoquant l'avilissement des salaires, et aussi parce qu'elles ne soumettaient plus docilement aux exigences des règlements d'atelier. Cela entraînait une hostilité, presque générale, à l'égard de l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes.

En 1889, les cordonniers demandent la suppression du travail féminin dans leur industrie; en 1892, ce sont les ferblantiers; en 1894 et 1895, ce sont les coiffeurs. En 1905, les mégissiers de Bordeaux font grève pour obtenir l'expulsion des ouvrières. L'exemple le plus connu de cette misogynie persistante est celui des réactions dans l'industrie du Livre, particulièrement dans l'imprimerie. Fiers de leur formation professionnelle, de leur culture, de leurs salaires, relativement élevés, fiers des luttes qu'ils avaient soutenues dans le passé, les typographes demeuraient très attachés aux vieux usages de leur métier et montrèrent pendant longtemps une hostilité systématique, et parfois sans courtoisie, à l'égard du personnel féminin. Même quand celui-ci était soumis aux conditions de travail et de salaire des hommes, ceux-ci ne le toléraient qu'à regret et se refusaient à considérer cette présence comme normale dans les ateliers. Et leurs organisations syndicales avaient naturellement même attitude; en 1913 par exemple, le syndicat de Lyon refusa l'adhésion d'une femme qui, depuis dix-sept ans, travaillait dans une entreprise où elle était pourtant payée au tarif syndical.

De bonnes raisons de principe ne manquaient pas d'être invoquées pour justifier cette attitude. Il fallait éloigner la femme de l'atelier et du travail industriel, disait-on, parce que cela est épuisant pour elle, dangereux pour sa santé et que sa constitution ne le peut longtemps supporter, il fallait la maintenir au foyer, dans son rôle traditionnel de ménagère, pour lui laisser meilleures possibilités de bien tenir son logis et élever ses enfants, l'atmosphère trop rude de l'usine risquant d'ailleurs de nuire à son charme et de heurter sa délicatesse, mais à côté de ces raisons morales et altruistes, il en était d'autres plus égoïstes: ne pas provoquer un trop gros afflux de main-d'œuvre qui risquerait d'amener une diminution des salaires, défiance à l'égard d'un élément jugé trop docile et trop timoré, de moindre culture et de moindre combativité, qui constituerait un lourd handicap en cas de conflit. Mais défiance aussi à l'égard d'un autre sexe jugé inférieur et dont on ne souhaitait peut-être pas trop l'émancipation. Le sentiment de la supériorité masculine n'est pas en effet le privilège exclusif de la bourgeoisie, on sait qu'à la même époque les étudiants, pratiquement tous issus alors des classes moyennes et supérieures, brimaient de toutes façons les jeunes filles qui tentaient de pénétrer dans les *Facultés de Droit et de Médecine*.

C'est le même souci de sauvegarde qui poussait certaines corporations à rendre plus difficile l'accès du métier en limitant strictement le nombre des apprentis et en poussant certains ouvriers à restreindre le plus possible la formation professionnelle qu'ils étaient chargés de donner aux jeunes. Crainte de concurrents éventuels, et on accepte mal l'idée d'accueillir de nouveaux convives à une table déjà trop maigrement servie.

Réactions de défense, un peu élémentaires certes, et qui allaient à l'encontre, à la fois de l'esprit de large solidarité qui doit unir tout ceux qui travaillent ou ont besoin de travailler et du développement industriel qui s'opérait, mais dans l'anarchie de la société capitaliste du temps, les ouvriers, qui n'avaient que l'exercice de leur métier pour les faire vivre, étaient bien excusables de s'attarder en des attitudes qui n'étaient pas exemptes de préjugés. N'oublions pas que l'insécurité reste, même au 20^{ème} siècle, le cauchemar du salarié. Tant qu'il a un emploi ou que le marché du travail lui est favorable, tant que sa force de travail demeure intacte, il conserve, surtout s'il est célibataire, une magnifique insouciance dont certains moralistes lui ont parfois fait reproche. Un bon ouvrier trouve alors de l'embauche partout, en période d'activité normale, et il en est beaucoup qui quittent leur emploi sans grande raison, parce que le patron ou le contremaître, l'atelier ou la besogne ne leur plaît pas, parce qu'ils en ont assez, par souci d'affirmer leur indépendance, parce qu'ils veulent changer d'horizon, mais à mesure que les années passent, que la force physique diminue, que la vue baisse, que la vieillesse paraît ou que les charges familiales se font plus nombreuses, il est évident que la crainte du licenciement pèse lourdement sur l'ouvrier. Il a conscience de n'être qu'un rouage infime dans l'entreprise, un simple élément de fabrication, un numéro dans l'usine, un accessoire, facilement remplaçable, de la machine qu'il sert ou qu'il commande, une parcelle anonyme de ce matériel humain que les dirigeants traitent souvent avec une évidente et choquante désinvolture, et il prend conscience que des cheveux blancs, ou même simplement gris, des lunettes, un dos voûté, une jambe traînante, constituent autant de redoutables handicaps pour l'embauche dans un nouvel emploi et qu'il faut s'appliquer à conserver celui que l'on possède.
